

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet de la consultation :

Acquisition de trois systèmes automatiques d'acquisition de données issues de capteurs sur vigne et verger et fourniture des prestations associées (installation, mise en service et formation)

Marché public de fournitures et services passé en procédure formalisée d'appel d'offre ouvert en application des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1, R 2124-2 1° et R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique (CCP)

Le présent marché porte sur des fournitures et est régi par le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Désignation du pouvoir adjudicateur :

**Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique**

Référence NACRES :

QB.41 : Equipements et matériels spécifiques pour la viticulture expérimentale

QB.42 : Equipements et matériels spécifiques pour la sylviculture et l'arboriculture

Classification code CPV :

16600000 – Machines spécialisées à usage agricole ou sylvicole

38540000 – Machines et appareils d'essais et de mesures



**PROGRAMME
DE RECHERCHE**
AGROÉCOLOGIE
ET NUMÉRIQUE

SOMMAIRE

1	CONTEXTE	3
2	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
2.1	Forme du marché	3
2.2	Type de procédure.....	3
2.3	Lots / Tranches / PSE / Variantes.....	3
2.3.1	Lots.....	3
2.3.2	Tranches.....	4
2.3.3	Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE)	4
2.3.4	Variantes	4
2.4	Marché similaire et livraisons complémentaires.....	4
2.5	Durée du marché	4
2.6	Prolongation des délais d'exécution.....	5
3	NOTIFICATIONS ET ECHANGES DEMATERIALISES	5
4	PIECES CONTRACTUELLES	5
4.1	Pièces contractuelles à la notification du marché.....	5
4.2	Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché.....	5
4.3	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles.....	5
5	MODALITES D'EXECUTION	6
6	VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	6
7	GARANTIE DES EQUIPEMENTS.....	6
8	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
8.1	Conditions générales	6
8.2	Obligation de confidentialité	6
8.3	Réparation des dommages	6
9	SOUS-TRAITANCE	6
10	ASSURANCE.....	7
11	PRIX	7
12	MODALITES DE REGLEMENT.....	7
12.1	Modalités de paiement	7
12.2	Modalités de facturation.....	8
12.3	Délai global de paiement et intérêts moratoires.....	8
12.4	Paiement des cotraitants	9
12.5	Paiement des sous-traitants	9
13	AVANCE.....	9
14	REFACTIONS / PENALITES / RESILIATION.....	9
14.1	Pénalités.....	9
14.2	Résiliation.....	10
15	PROPRIETE INDUSTRIELLE.....	10
16	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	10
17	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	11
17.1	Généralité.....	11
17.2	Modifications mineures	11
17.3	Modifications majeures	11
18	DROIT ET MONNAIE	11
18.1	Droit applicable et langue	11
18.2	Monnaie	11
19	ATTRIBUTION DE JURIDICTION	11
20	DEROGATIONS	12

1 CONTEXTE

INRAE, Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, est un Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST) placé sous la double tutelle des ministères chargés de la recherche et de l'agriculture.

L'institut a pour missions de réaliser, d'organiser et de coordonner, à son initiative ou à la demande de l'État, tous travaux de recherche scientifique et technologique dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la forêt, de l'environnement, de l'eau, de la biodiversité, de la bioéconomie, de l'économie circulaire, de la gestion durable des territoires et des risques dans les champs de compétence précités. Les activités de recherche de INRAE s'appliquent aux domaines de la production agricole et de sa transformation, de la gestion de l'espace rural et des ressources naturelles, et de l'alimentation de l'homme.

Ses missions générales sont :

- De produire et de diffuser des connaissances scientifiques ;
- De concevoir des innovations et des savoir-faire pour la société ;
- D'éclairer, par son expertise, les décisions des acteurs publics et privés ;
- De développer la culture scientifique et technique et de participer au débat science/société ;
- De former à la recherche et par la recherche.

Dans le cadre du PEPR Agroécologie et Numérique, l'acquisition de données sur les différentes composantes des agro-écosystèmes, est un point essentiel pour permettre la caractérisation des ressources végétales, de la diversité phénotypique et la création de variétés plus résistantes et résilientes.

2 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet **l'acquisition de trois systèmes automatiques d'acquisition de données issues de capteurs sur vigne et verger, ainsi que la fourniture de prestations associées (installation, mise en service et formation).**

La nature des prestations, ainsi que leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Points de livraison et d'installation :

- Système Verger : Unité Expérimentale Arboricole, 1 port de l'île, Domaine des Jarres, 33210 Toulence
- Système 1 Vignoble : Unité Expérimentale Vigne Bordeaux (1442), 71 av Edouard Bourlaux, 33140 Villenave d'Ornon
- Système 2 Vignoble : Unité Expérimentale de Pech Rouge, Domaine de Pech Rouge, 11430 Gruissan

2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché public ordinaire mono-attributaire. Le prix est forfaitaire, ferme et défini dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF). Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique (CCP).

2.2 Type de procédure

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique (CCP).

Il est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1, R 2124-2 1° et R 2161-2 à R 2161-5 du CCP.

2.3 Lots / Tranches / PSE / Variantes

2.3.1 Lots

En application des dispositions de l'article L 2113-10 du CCP, le marché comporte 2 lots :

Lot 1 : Système Verger : Unité Expérimentale Arboricole site de Toulence (33210)

Système 1 Vignoble : Unité Expérimentale Vigne site de Villenave d'Ornon (33140)

Lot 2 : Système 2 Vignoble : Unité Expérimentale de Pech Rouge, Site de Gruissan (11430)

Le CCTP détaille les trois équipements demandés.

La présente consultation concerne 2 centres INRAE différents. A l'issue de la consultation, chaque centre signera son propre marché. Pour cette raison, 2 actes d'engagement distincts sont joints aux pièces du DCE.

Pour le lot 1 :

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : M. Olivier LAVIALLE, Président du Centre INRAE Nouvelle-Aquitaine
Bordeaux
71, avenue Edouard Bourlaux - CS20032 – 33882 Villenave d'Ornon Cedex

Pour le lot 2 :

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : M. Sylvain LABBÉ, Président du Centre Occitanie - Montpellier
2 place Pierre Viala - 34060 Montpellier Cedex 2

2.3.2 Tranches

Sans objet.

2.3.3 Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE)

Les prestations supplémentaires éventuelles suivantes sont demandées :

Pour les 2 lots

PSE 1 : Caméra multispectrale et son système d'éclairage d'appoint ;

PSE 5 : Chiffrage pour une année de maintenance à l'issue de la garantie, pour le système Verger Toulenné.

PSE 6 : Chiffrage pour une année de maintenance à l'issue de la garantie, pour le système Vignoble Villenave d'Ornon.

Pour le lot 1 :

PSE 2 : Tête de mesure supplémentaire (2 caméras + 1 LIDAR) pour le système Verger Toulenné ;

PSE 3 : Intégration et interfaçage avec l'IHM d'une caméra infrarouge pour le système Verger Toulenné ;

Pour le lot 2 :

PSE 4 : Système de correction GPS RTK en l'absence de couverture GSM ;

PSE 7 : Chiffrage pour une année de maintenance à l'issue de la garantie.

Les PSE sont décrites aux articles 4.1.2 et suivants du CCTP.

2.3.4 Variantes

Aucune variante à l'initiative de l'acheteur n'est prévue.

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

2.4 Marché similaire et livraisons complémentaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au Titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de ce marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R 2122-7 du CCP.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

En application des dispositions de l'article R 2122-4 du CCP, l'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire l'exécution de livraisons complémentaires destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, après passation d'un ou plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable.

2.5 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de dix (10) mois à compter de la date de notification. Cette durée comprend les délais de fabrication des équipements, les délais de livraison, de mise en service, ainsi que les opérations de vérification, jusqu'à l'admission de l'équipement.

2.6 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par INRAE dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG FCS, si le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de INRAE ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure.

Si une crise sanitaire à l'image de celle de la Covid-19 venait à se reproduire pendant le délai de réalisation du présent marché, le délai de réalisation serait prorogé en fonction de l'impact de l'épidémie sur le fonctionnement de l'activité du Titulaire.

Cet article constitue une clause de réexamen. Ce réexamen se fera sous la forme d'un certificat administratif. Il sera transmis pour information au Titulaire.

3 NOTIFICATIONS ET ECHANGES DEMATERIALISES

Par dérogation à l'article 3.1.2. du CCAG FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de trois jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

4 PIECES CONTRACTUELLES

4.1 Pièces contractuelles à la notification du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marchés pièces générales et particulières de l'accord-cadre sont énumérées dans l'ordre de priorité décroissant défini ci-après :

- Les deux actes d'engagement (un par lot)
- L'annexe financière à l'acte d'engagement que constitue la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) – une par lot.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le mémoire technique du titulaire
- Les réponses aux questions dans le cadre de la consultation
- Les pièces supplémentaires de nature technique présentées par le Titulaire
- Le CCAG-FCS, Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux fournitures courantes et services, (arrêté du 30/03/2021)
- Le formulaire DC4 renseigné et signé, le cas échéant.

Les pièces générales (CCAG-FCS, normes, lois et décrets, spécifications techniques applicables) bien que non jointes matériellement au présent marché, sont réputées parfaitement connues par le titulaire. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

Le titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Il en résulte que le titulaire s'engage, conformément aux clauses et conditions de ces documents, à exécuter les prestations demandées. Les exemplaires des documents listés ci-dessus conservés par le Pouvoir Adjudicateur font seuls foi.

4.2 Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché

Le marché peut être éventuellement modifié par avenant, signé des deux parties. Un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie générale du marché ni en changer l'objet. A cela s'ajoute, tout formulaire DC4 renseigné et signé.

4.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le marché, constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

5 MODALITES D'EXECUTION

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché telles qu'elles sont décrites au CCTP et complétées par l'offre technique du Titulaire.

6 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, les 3 équipements seront testés en condition réelles sur une période de 1 mois à compter de la mise en service et suite à la formation prévue à l'article 8 du CCTP.

Les tests consisteront à obtenir des nuages de points LiDAR et des images exploitables sur des séries de parcelles géoréférencées.

7 GARANTIE DES EQUIPEMENTS

Les équipements doivent bénéficier d'une garantie d'une durée minimale de 24 mois telle que définie à l'article 6 du CCTP.

8 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 Conditions générales

Le Titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché. Il s'engage à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Il est astreint, pour l'ensemble des prestations à une obligation de résultat. Il s'engage à déployer tous les moyens complémentaires nécessaires pour aboutir aux résultats sur lesquels il s'est engagé et dont les modalités sont décrites dans le CCTP et dans son offre technique finale.

Le Titulaire s'engage, dans la réalisation de ses prestations, à mener les actions concourant au respect :

- De la qualité et la complétude des prestations précisées par les documents du marché ;
- Des délais convenus, tels que prévus par les documents du marché.

Le Titulaire est astreint, pour l'ensemble des prestations découlant du marché, à une obligation de diligence, de conseil et de service. Il s'oblige à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art. Aussi, s'il constate, dans les dispositions du CCTP, des tâches qui contreviennent aux règles de l'art, il est tenu d'en informer INRAE dans les meilleurs délais.

8.2 Obligation de confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire et son personnel, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants, sont tenus par une stricte obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, techniques, financières, administratives ou nominatives ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel INRAE qui lui auront été communiquées par INRAE, ou dont il aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En cas de violation de la présente clause, le présent marché peut être résilié aux torts du titulaire, lequel s'expose aux poursuites pénales en vigueur ainsi qu'à leurs conséquences.

8.3 Réparation des dommages

Conformément à l'article 8 du CCAG-FCS, tous dommages causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire du fait de l'exécution du présent marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les individus et les biens où ce matériel est exploité. Le titulaire garantit également le pouvoir adjudicateur contre tout préjudice économique qu'une faute d'imprudence ou de négligence pourrait entraîner à son encontre.

9 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de INRAE l'acceptation préalable et expresse de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance (DC4).

La sous-traitance totale des prestations objet du marché est strictement interdite.

La sous-traitance est régie par les articles L 2193-1 à L 2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique. Le titulaire fait accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur. Cette demande peut intervenir au stade de dépôt des offres ou en cours d'exécution du marché selon les modalités définies aux articles L2193-4 à L2193-7 et L2193-10 à L2193-14 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-FCS 2021. Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-dc4-et-notice-explicative>) une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner découlant des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant détient obligatoirement les agréments requis de l'entreprise titulaire (en cours de validité) pour l'exécution des prestations qui lui sont sous-traitées.

En cas de non déclaration de sous-traitance, quel que soit le rang de celle-ci, le sous-traitant concerné doit immédiatement cesser sa prestation. Une pénalité peut lui être immédiatement appliquée sans mise en demeure. Le défaut de communication de l'acte spécial de sous-traitance, un mois après avoir été mis en demeure de le fournir, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 41.1 e) du CCAG-FCS 2021 (résiliation du marché).

Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants éventuels ou préposés. En effet **au regard de l'article L.2193-3 du Code de la commande publique le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.**

10 ASSURANCE

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies, la responsabilité qu'il peut encourir :

- de son fait,
- du fait des personnes travaillant sous ses ordres à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés,
- des dégâts et dommages survenus à l'occasion de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, le Titulaire doit justifier, avant la notification du marché, qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de INRAE en cas d'accidents ou de dommages matériels, immatériels ou corporels causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande de INRAE et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

11 PRIX

Les marchés sont conclus à prix forfaitaire ferme déterminés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix hors taxes incluent, en outre, tous les frais afférents à :

- Toutes les prestations d'assistance technique et de maintenance préventive à distance ;
- Les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.
- La mise en service et les tests des équipements.
- Les frais relatifs à la formation à l'utilisation des équipements.

12 MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Modalités de paiement

Pour chaque système livré, le règlement sera effectué sur présentation de facture selon l'échéancier suivant :

Un premier acompte de 60% à la livraison sur site.

Un deuxième acompte de 30% à la mise en service de l'équipement

Le solde soit 10% suite à la validation des essais et admission de l'équipement.

12.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, par dépôt au format pdf sur le site suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément aux dispositions de l'article R 2192-3 alinéa 2 du CCP, l'utilisation du portail de facturation (CHORUS) est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le titulaire renseignera sur Chorus Pro les éléments suivants :

- Le numéro de SIRET, 180 070 039 01027, qui identifiera la structure **INRAE OCCITANIE MONTPELLIER** en tant que destinataire de la facture ;
- Le Numéro du bon de commande

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants sous peine d'être rejetées :

- Le nom et la raison sociale du titulaire
- Le numéro SIRET du titulaire
- Le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire
- Le numéro du compte bancaire du titulaire
- Le numéro SIRET de INRAE
- le numéro de TVA intracommunautaire de INRAE
- Le numéro du bon de commande associé au marché
- Les prestations réalisées
- Le numéro du marché
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Le comptable chargé d'exécuter le règlement est l'Agent Comptable Secondaire du centre de Montpellier.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre Occitanie – Montpellier.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire.

12.3 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de validation du service fait.

Conformément aux stipulations des articles L 2192-10, R 2191-10, R 2192-12 à R 2192-13 du CCP, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

12.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS 2021.

12.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur du marché, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

13 AVANCE

L'option B de l'article 11.1 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions de l'article R 2191-3 du CCP, pour toute commande supérieure à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement. Conformément à l'article R 2191-7 du code précité, le montant de l'avance est fixé à 15% du montant TTC du marché. L'avance est payée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du présent marché. Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

14 REFACTIONS / PENALITES / RESILIATION

14.1 Pénalités

INRAE se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités suivantes :

Les pénalités appliquées dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS et sont applicables en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché. Les pénalités sont cumulables entre elles, elles sont déduites des règlements à effectuer au titulaire. En aucun cas, les pénalités ne pourront dépasser 20% du montant total du marché.

Listes des pénalités applicables :

En cas de retard significatif dans la fabrication des équipements qui entraînerait un dépassement de la date de livraison prévue par le titulaire dans son offre, des pénalités d'un montant de 500,00 € par jour de retard calendaire pourront être appliquées.

Autres pénalités applicables : en cas de non déclaration de sous-traitance, une pénalité forfaitaire d'un montant de 1000,00€ sera appliquée après mise en demeure préalable restée sans réponse.

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS 2021.

En cas de manquements réitérés du titulaire à ses obligations, INRAE sera en droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans indemnité.

Cette résiliation interviendra indépendamment des pénalités que l'administration aurait demandées.

15 PROPRIETE INDUSTRIELLE

Il sera fait application du chapitre 6 du CCAG FCS.

16 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

La gestion des données par le titulaire doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM. La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016 (JORF n° 0095 du 22 avril 2016 texte n° 1). Information concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>.

Conformité RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Ils disposent que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Information concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>.

Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformatiions/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>.

Conformité au règlement européen 2016/679 – RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement.

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen.

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-FCS et des exigences du règlement européen

quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données de l'établissement bénéficiaire obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données de l'établissement bénéficiaire, pourra être exigée par l'établissement bénéficiaire auprès du titulaire.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire.

17 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

17.1 Généralité

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de INRAE.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant les changements l'affectant (extrait K-bis, copie de l'annoncé publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB etc...).

17.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire,
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement,
- Modification des coordonnées bancaires,

Ces modifications doivent être portées à la connaissance de INRAE dans les plus brefs délais.

17.3 Modifications majeures

Sont considérées comme majeures les modifications suivantes :

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à la modification du n° d'identification (SIREN, SIRET ou autres)
- Lors d'un transfert, d'une cession
- Toute autre modification affectant la possibilité du titulaire d'exécuter le marché

Le titulaire doit alerter INRAE de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché conclu avec INRAE, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par INRAE de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau titulaire. Celle-ci sera matérialisée par un avenant établi par INRAE.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du titulaire d'exécuter le marché.

18 DROIT ET MONNAIE

18.1 Droit applicable et langue

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Tous les documents liés à ce marché et à son exécution doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français par un traducteur agréé inscrit auprès d'une cour d'appel française.

18.2 Monnaie

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

19 ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

A défaut, le Tribunal Administratif de Montpellier dont les coordonnées sont ci-dessous est seul compétent :

6, rue Pitot
34000 Montpellier Cedex
Téléphone : 04 67 54 81 00
Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

20 DEROGATIONS

<i>Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations</i>	<i>Articles du C.C.A.G.-FCS auxquels il est dérogé</i>	<i>Objet</i>
3	3.1.2	Notifications et échanges dématérialisés
4.1	4.1	Pièces contractuelles
6	27 à 30	Opérations de vérification
10	9.2	Assurance
14.1	14	Pénalités

Montpellier le 19/02/2026